



MUNICIPAL  
**Gazette**  
MUNICIPALE  
DE—OF  
**Montreal**

Paraît le lundi matin

Published every Monday morning

Abonnements \$4 par an  
Subscriptions \$4 a year

Payables d'avance  
Payable in advance

Organe officiel de la Corporation de la Ville de Montréal  
Official organ of the Corporation of the City of Montreal  
CANADA

Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

"La Gazette Municipale"  
Bureau de Poste : 299 ou  
42 Place Jacques-Cartier, Montréal.

Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

"La Gazette Municipale"  
Hôtel de Ville, — Montréal

All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

"The Municipal Gazette"  
Post Office Box : 299 or 42  
Jacques-Cartier Square, Montreal.

All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

"The Municipal Gazette"  
City Hall, — Montreal  
TELEPHONE MAIN 4240

OPINION RE INTERPRETATION DE LA CLAUSE 14  
DU BILL DE LA COMPAGNIE DES TRAMWAYS  
DE MONTREAL

(Publication ordonnée par le Conseil)

Montréal, 27 mars 1911.

Département en Loi,  
Au Greffier de la Cité.

Monsieur,

Ayant été requis, par résolution du Conseil du 20 mars courant, de vous transmettre par écrit l'opinion verbale que j'ai été appelé à donner au Conseil, à sa séance du 13 du même mois, touchant l'interprétation à être donnée à la clause 14 du Bill de la Compagnie des Tramways, telle que proposée par monsieur l'Ech. Lapointe, appuyée par monsieur l'Ech. O'Connell, en remplacement de la même clause 14 apparaissant dans le projet de loi de ladite Compagnie adopté par le Comité des Chemins de Fer de l'Assemblée Légis'ative, voici en substance ce que j'ai alors déclaré :

"Interprétant isolément la clause 14 qui vient de m'être soumise, je suis d'avis qu'advenant l'acquisition de l'entreprise et des biens de la Montreal Street Railway Company, de la Montreal Park and Island Ry. Co., de la Montreal Terminal Railway Co., et de la Public Service Corporation, telle que pourvue dans le Bill sous considération, la Compagnie des Tramways aura le privilège, pendant une période n'excédant pas quarante-deux (42) ans, à compter de la sanction de la présente loi, d'acquiescir, construire, équiper, maintenir et exploiter, au moyen de la force électrique ou de toute autre force motrice autre que la vapeur, approuvée par la Commission des Services d'Utilités Publiques de Québec, des tramways dans et à travers la Cité de Montréal, telle qu'elle existe actuellement et telle que plus tard agrandie. Mais ce privilège ou cette franchise est conditionnelle, savoir, sujette à un contrat à intervenir entre la Cité de Montréal et la Compagnie pour déterminer la durée de la franchise ainsi accordée et les autres termes et conditions que la Ville jugera à propos d'imposer."

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre tout dévoué.

OSCAR LAVALLEE,  
Avocat adjoint de la Cité.

OPINION RE INTERPRETATION OF CLAUSE 14 OF  
THE BILL OF  
THE MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

(Published by order of the Council)

Montreal, 27th March, 1911.

Law Department,

To the City Clerk:

Sir:—Having been requested by resolution of Council under date of 20th March inst., to transmit to you, in writing, the verbal opinion which I was called upon to give to the Council, at its meeting of the 13th of the same month, concerning the interpretation to be given to Clause 14 of the Bill of the Montreal Tramways Co., as proposed by Ald. Lapointe, seconded by Ald. O'Connell, in lieu of the same clause 14 contained in the said Company's Bill, adopted by the Railway Committee of the Legislative Assembly, I beg to report that the statement I then made was substantially as follows:—

"Interpreting insolatedly clause 14, which has just been submitted to me, I am of opinion that, in the event of the Montreal Tramways Co. acquiring the undertaking and property of the M. S. R. Co., of the Montreal Park and Island Ry. Co., of the Montreal Terminal Ry. Co. and of the Public Service Corporation, as provided in the Bill under consideration, the said Company shall have the privilege, during a period not exceeding 42 years, from the date of the Act, to acquire, construct, equip, maintain and operate, by means of electric power or any power other than steam, approved by the Quebec Public Utilities Commission, tramways in and across the City of Montreal, as it now exists and as extended later on. But such privilege or franchise is conditional, that is to say, subject to a contract to be entered into between the City of Montreal and the Company to determine the term of the franchise so granted and the other terms and conditions which the City may deem it advisable to impose."

I have the honor to be,

Sir,

Yours very truly,

OSCAR LAVALLEE,  
Joint City Attorney.

# DELIBERATIONS

## BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 16 mars 1911, a.m.

M. Wanklyn, président. Tous présents.

Il est

1.—Résolu: D'autoriser l'acheteur général à souscrire au livre intitulé "Wilcox Municipal Franchises" vol. 1 et 2, pour le Bureau des Commissaires, au prix de \$5.00 par volume.

2.—Soumis un rapport des docteurs Louis Laberge et J. J. McCarrey, au sujet de la livraison de la glace à l'intérieur des maisons.

Résolu: de transmettre ces rapports au Conseil, pour son information.

3.—Soumis un rapport du Surintendant des Impressions et de la Papeterie, soumettant le cahier des charges ainsi que la formule de soumission pour l'impression des rapports annuels des divers départements, pour l'année 1910.

Résolu: D'approuver ledit cahier de charges et la formule de soumission, en ajoutant à l'article 1 dudit cahier de charges un item pour le rapport du Bureau des Commissaires (environ dix pages).

4.—Soumis un rapport du Surintendant des Bâtiments, approuvé par l'ingénieur en Chef, au sujet de la demande de M. J. B. Stockwell pour permis d'ouvrir une salle d'échantillons d'automobiles.

Résolu: De retourner ledit rapport à l'inspecteur des Bâtiments et de l'informer que les Commissaires sont d'opinion que d'après son rapport, la construction de ce garage est contre les règlements de la Cité, que c'est à lui qu'il appartient de faire respecter lesdits règlements, et ce, sans délai.

Il est

5.—Résolu: De prier l'ingénieur en Chef de prier l'ingénieur Sanitaire Doré de faire rapport sans délai sur le fonctionnement des appareils pour donner l'eau chaude aux douches dans les bains.

6.—M. l'échevin Tétréau se présente devant le Bureau et demande de faire voter les fonds nécessaires pour faire terminer l'égout de la rue Boyer, sur une longueur d'environ deux cents pieds.

Résolu: De prier l'ingénieur en Chef de préparer un estimé du coût de la construction dudit égout.

7.—Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, au sujet de la construction d'une glacière au Marché Bonsecours, par M. Ephrem Lefebvre.

Le Surintendant des Marchés est appelé devant le Bureau à ce sujet, et reçoit instructions de ne pas s'opposer à la construction de ladite glacière.

8.—Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, au sujet de l'emplacement du poste de pompiers No 25.

Résolu: De référer à M. le Commissaire Wanklyn, avec prière d'étudier cette question et de faire rapport.

9.—Soumis un rapport de l'Avocat en Chef de la Cité au sujet de l'établissement de la Cour des Jeunes Délinquants.

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant que les termes et conditions de l'établissement de telle Cour, telles qu'énumérées audit rapport de l'Avocat en Chef de la Cité, et de recommander, vu que le Conseil n'a pas accepté le rapport des Commissaires recommandant l'achat de la propriété du Club Lafontaine, comme étant la meilleure et la mieux adaptée pour telles fins et qu'ils considèrent encore comme la meilleure et la mieux adaptée pour

## BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 16th March 1911, a.m.

Present: All the members of the Board. Mr. Wanklyn in the chair.

1.—Resolved: To authorize the General Purchasing agent to subscribe to the book entitled "Wilcox Municipal Franchises", vol. 1 and 2, for the Board of Commissioners, at the price of \$5 per volume.

2.—Submitted a report from Drs L. Laberge and J. J. McCarrey, anent the delivery of ice inside of the houses.

Resolved: To lay said reports before the Council for its information.

3.—Read a report from the Supt. of Printing & Stationery, submitting the specifications and form of tender for the printing of the annual reports of the different departments, for the year 1910.

Resolved: To approve said specifications and form of tender, with the addition, to clause 1 of the specifications of an item for the report of the Board of Commissioners (about 10 pages).

4.—Submitted a report from the Inspector of Buildings, approved by the Chief Engineer, anent the application from Mr. J. B. Stockwell for permission to open an automobile garage.

Resolved: To refer back said report to the Inspector of Buildings and to inform him that the Commissioners are of opinion that according to his report, the erection of said garage is contrary to the City by-laws, and that it is his duty to enforce said by-laws without delay.

5.—Resolved: That the Chief Engineer be requested to instruct the Sanitary Engineer to report without delay on the working of the appliances used for supplying hot water for shower-baths.

6.—Ald. Tétréau appeared before the Board and asked that the funds required to complete the Boyer St. sewer, over a distance of about 200 feet, be voted.

Resolved: To request the Chief Engineer to prepare an estimate of the cost of constructing said sewer.

7.—Submitted a report from the Supt. of Markets, anent the erection of a refrigerator at Bonsecours Market by Mr. Ephrem Lefebvre.

The Supt. of Markets was called before the Board in this connection and was instructed not to object the construction of said refrigerator.

8.—Submitted a report from the Chief of the Fire Dept. in connection with the site of fire station No. 25.

Resolved: To refer the same to Mr. Commissioner Wanklyn with a request that he consider the matter and report.

9.—Submitted a report from the Chief City Attorney anent the establishment of a court for juvenile offenders.

Resolved: To report to Council, recommending that the terms and conditions in connection with the establishment of such court, as enumerated in the said report of the Chief Attorney, be approved of, and, inasmuch as the Council did not accept the report of the Board, recommending the purchase of the LaFontaine Club property, which the Commissioners considered and still consider as the best and the most suitable for the purpose, and in view of the fact that the solution of this question cannot

telles fins, et vu l'urgence qu'il y a d'en arriver à une solution de cette question, que l'offre de la succession Hudon, de vendre leur propriété située sur la rue du Champ de Mars, No. 209, soit acceptée, moyennant la somme de \$13,500.

10.—Soumis un rapport de l'Avocat de la Cité "re" réclamation de M. Ovide Gélinas, construction du tunnel du Boulevard St-Laurent.

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant, en vue de régler cette question, que l'offre de M. Gélinas de vendre sa propriété et le terrain comprenant 6,300 pieds en superficie, moyennant une somme de \$12,759.72, ce montant comprenant les pertes qui lui ont été causées et les dommages qu'il a soufferts par suite de la construction du tunnel, soit acceptée, comme étant la seule solution que les Commissaires considèrent recommandable, attendu que la Ville pourra mettre ladite propriété en vente et réaliser ainsi une partie du montant qu'elle aura déboursé pour l'achat de ladite propriété, et de recommander au Conseil d'autoriser le Bureau des Commissaires à mettre ladite propriété en vente, quand ledit bureau le croira convenable et avantageux dans l'intérêt de la Cité.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 16 mars 1911, p.m.

M. Wanklyn, président. Tous présents.

1.—Les extraits suivants du procès-verbal d'une assemblée du Conseil, tenue le 6 mars 1911, sont soumis au Bureau:

Question de M. l'échevin Garceau, "re" instance de la Compagnie Canadian Northern Railway pour abandon de la rue Robillard.

Référée à l'Ingénieur en Chef.

Motion de MM. les échevins Tétreau et Mayrand, à l'effet de prier le Bureau des Commissaires de différer la mise en force du règlement 401 jusqu'au premier mai prochain.

Référée au Chef de Police.

Motion de MM. les échevins Carter et L. A. Lapointe, à l'effet de prier les Commissaires de s'assurer sur quelles bases s'est faite l'évaluation de la propriété de la M. L. H. & P. Co. par le Bureau des Evaluateurs.

Référée au Président des Evaluateurs.

Question de M. l'échevin Deguire "re" sonnerie électrique à la traverse du Chemin de fer du Chemin Principal dans le quartier Côte des Neiges.

Référée à l'Ingénieur en Chef.

Question de M. l'échevin Tétreau, savoir, trois questions relatives aux frais de l'enquête Royale, application des réformes préconisées dans le jugement Cannon et employés mentionnés audit rapport du Juge Cannon.

Référée à l'Avocat en Chef.

Question de M. l'échevin Létourneau, "re" traverses à niveau du Grand Tronc, dans le quartier St-Henri.

Référée à l'Ingénieur en Chef.

A l'effet de référer de nouveau aux Commissaires leur rapport recommandant que permis soit accordé à M. J. A. Jacobs d'emmagasiner de la gazoline.

Résolu: De réitérer ce rapport au Conseil en l'informant que le Bureau n'a aucune raison de modifier ou de changer ledit rapport.

2.—Soumis le rapport de l'Avocat de la Cité, "re" tunnel à l'Avenue du Pacifique, dans le quartier Laurier.

Référée à l'Ingénieur en Chef suivant que demandé par l'Avocat de la Cité.

3.—M. le Commissaire Lachapelle fait rapport qu'un cas de variole venant de Lachine, a été signalé au docteur Laberge et que ce dernier a reçu instructions de recevoir le malade à l'Hôpital des Varioleux, rue Moreau, à condition que la Ville de Lachine s'engage à payer tous les frais.

Résolu: En conséquence, de prier le docteur Laberge de s'assurer de cette garantie de la ville de Lachine, et de faire rapport au Bureau.

4.—Soumis le rapport du Président des Evaluateurs, concernant les noms des rues qui sont répétés dans différents quartiers, et recommandant une révision complète du nom de ces rues et recommandant en outre d'affirmer

be deferred any longer, to recommend furthermore that the offer from the Hudon Estate to sell their property, situated on Champ de Mars St., No. 209, for the price of \$13,500, be accepted.

10.—Submitted a report from the City Attorney re claim of Mr. Ovide Gélinas, in connection with the construction of the St. Lawrence Boulevard Tunnel.

Resolved: To report to Council, recommending, with a view of settling the matter, that the offer from Mr. Gélinas to sell his property and the land adjoining the same—comprising an area of 6300 feet—for the price of \$12,759.72, said amount including the loss caused to him and the damages which he has sustained by reason of the construction of the tunnel, be accepted, as being the only solution which the Commissioners consider as acceptable, inasmuch as the City may sell the said property and thus realize a part of the amount disbursed for the purchase thereof, and to recommend to Council that the Board of Commissioners be authorized to sell said property when it may deem it advisable and in the interest of the City.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 16th March 1911, p.m.

Present: All the members of the Board. Mr. Wanklyn in the chair.

1.—The following extracts from the Minutes of a meeting of the Council held on the 6th March 1911, were submitted:

Question put by Ald. Garceau, anent the petition from the Canadian Northern Ry. Co., re cession of Robillard Street.

Referred to the Chief Engineer.

Motion by Ald. Tétreau, seconded by Ald. Mayrand, requesting the Board of Commissioners to defer the enforcement of by-law No. 401 until the 1st of May next.

Referred to the Chief of Police.

Motion by Ald. Carter, seconded by Ald. L. A. Lapointe, requesting the Commissioners to ascertain upon what basis the Board of Assessors value the M. L. H. & P. Co's. property for taxation.

Referred to the Chairman of the Board of Assessors.

Question put by Ald. Deguire re bell signal at the level crossing on the main road, in Côte des Neiges Ward.

Referred to the Chief Engineer.

Questions put by Ald. Tétreau, three in number:

(a) Re cost of Royal Investigation; (b) re carrying out of the reforms advocated in Justice Cannon's report; (c) re employees mentioned in said report.

Referred to the Chief City Attorney.

Question put by Ald. Létourneau re G. T. R. level crossing in St. Henry Ward.

Referred to the Chief Engineer.

Resolution referring back to the Commissioners their report recommending that permission be granted to Mr. J. A. Jacobs to store gasoline.

Resolved: To re-affirm said report, inasmuch as the Board have no reason to amend or change the same.

2.—Submitted a report from the City Attorney re tunnel on Pacific Ave., in Laurier Ward.

Referred to the Chief Engineer, as suggested by the City Attorney.

3.—Mr. Commissioner Lachapelle reported that a case of small-pox coming from Lachine had been reported to Dr Laberge and that the latter had been instructed to receive the patient at the Small-pox Hospital, Moreau St., conditionally, however, that the Town of Lachine shall bind itself to pay all the costs.

Resolved: To request Dr Laberge to obtain a guarantee to that effect from the Town of Lachine and report to the Board.

4.—Submitted a report from the Chairman of the Board of Assessors concerning the names of streets which are

l'attention des municipalités sur le fait que des noms de rues de ces municipalités sont les mêmes que ceux de Montréal et que ceci est une cause d'embarras généralement de prier les autorités de ces municipalités de s'entendre afin que les noms de rues ne soient pas répétés.

Résolu: Suivant que recommandé de faire rapport au Conseil avec prière de nommer une Commission spéciale pour faire cette révision le plus tôt possible.

5.—Soumis un rapport de l'Inspecteur des Bâtiments, approuvé par l'Ingénieur en Chef, recommandant que permis soit accordé à M. I. Altman d'ériger une chaudière à vapeur de dix forces au No. 534 de la rue Hôtel de Ville, quartier St-Louis.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

6.—L'Inspecteur des Bâtiments recommande, approuvé par l'Ingénieur en Chef que permis soit accordé à The British American Oil Co. Limited, d'emmagasiner et de vendre des produits de pétrole sur les lots Nos du cadastre 28 et 29, quartier Longue-Pointe, rue Notre-Dame Est.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

7.—L'Inspecteur des Bâtiments recommande, approuvé par l'Ingénieur en Chef, que permis soit accordé à M.M. J. J. Joubert, Limitée, de faire une écurie de 28 places aux Nos 955 à 961 de la rue St-André, quartier Duvernay.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

8.—L'Inspecteur des Bâtiments recommande, approuvé par l'Ingénieur en Chef, que permis soit accordé à The Anglo Canadian Leather Co. Ltd, de faire certaines modifications à une construction, cette partie située sur la rue des Récollets, étant classée comme "Mill Construction" et que permis soit refusé pour réparations à la bâtisse de la rue Notre-Dame, consistant en l'addition d'un étage, vu que cette bâtisse n'est pas "Mill construction."

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

9.—L'Inspecteur de la Cité recommande, approuvé par l'Ingénieur en Chef, que permis soit accordé à la Compagnie du Pacifique Canadien d'ériger et maintenir une marquise au-dessus du trottoir, en face du No 134 de la rue Craig Ouest.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

10.—Le Surintendant de l'Aqueduc recommande, approuvé par l'Ingénieur en Chef, que le montant de \$1,000 retenu en dépôt comme garantie de contrat pour la fourniture de tuyaux à l'eau par M. W. Beverley Robinson, soit remis à ce dernier, les conditions du contrat ayant été remplies.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

11.—L'Inspecteur de la Cité recommande, approuvé par l'Ingénieur en Chef, que l'offre des Syndics des Ecoles Protestantes de la Cité de Montréal, de céder à la Cité, gratuitement et sans conditions, cette partie de l'Avenue Evans située entre l'Avenue Notre-Dame de Grâce et la rue Sherbrooke, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, tel qu'il appert au plan produit, soit acceptée.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

12.—Le Bureau prend en considération la résolution du Conseil, passée à l'assemblée du 12 décembre 1910, sur motion de M. Péchevin Lamoureux, appuyé par M. Péchevin Larivière, que le Bureau soit prié de déposer devant le Conseil un état démontrant les montants votés et dépensés pour travaux d'améliorations dans chaque quartier, pour l'année.

Résolu: De transmettre le rapport du Contrôleur et Auditeur de la Cité au Conseil, pour réponse.

13.—Le Contrôleur et Auditeur de la Cité fait rapport sur les absences des employés de son département, durant le mois de février.

Déposé aux archives.

14.—Soumis un rapport du Sous-Greffier de la Cité, informant le Bureau qu'une somme de \$1,200 sera requise pour les dépenses d'élection d'un échevin dans le quartier Lafontaine, la loi, telle qu'amendée étant actuellement en force, ce qui oblige la Cité à tenir un bureau de renseignements et à envoyer des cartes aux électeurs et recommandant que la salle Brault soit louée pour tenir tel Bureau de renseignements, et que M. Toussaint Poirier, avocat, soit nommé en charge de ce Bureau, à raison de \$5.00 par jour.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

15.—Soumis un rapport du Contrôleur et Auditeur, attirant l'attention du Bureau sur une résolution passée en date du 24 janvier dernier, relativement à la nomination de

repeated in different wards, recommending that such street names be completely revised and recommending, furthermore, that the attention of the adjoining municipalities be called to the fact that certain street names in such municipalities are the same as in the City of Montreal and that this gives rise to serious inconvenience, and that the authorities of said municipalities be requested to see that the names of streets are not repeated.

Resolved: To report to Council, recommending that a Special Committee be appointed to revise the street names as soon as possible.

5.—Submitted a report from the Building Inspector, approved by the Chief Engineer, recommending that permission be granted to Mr. I. Altman to erect a 10 h. p. steam boiler at No 534 City Hall Ave., St. Louis Ward.

Resolved: To report to Council accordingly.

6.—Submitted a report from the Building Inspector, approved by the Chief Engineer, recommending that permission be granted to the British American Oil Co., Ltd. to store and sell petroleum products.

Resolved: To report to Council accordingly.

7.—Submitted a report from the Building Inspector, approved by the Chief Engineer, recommending that permission be granted to J. J. Joubert Ltd, to erect a stable, containing 28 stalls, at Nos 955 to 961 St. Andrew St., Duvernay Ward.

Resolved: To report to Council accordingly.

8.—Submitted a report from the Building Inspector, approved by the Chief Engineer, recommending that permission be granted to the Anglo-Canadian Leather Co., Ltd., to make certain alterations to their building on Recollet St., the same being classed as "Mill Construction", and that permission to make alterations to the Company's building on Notre Dame St., consisting of the addition of a storey be refused, inasmuch as said building is not "Mill Construction."

Resolved: To report to Council accordingly.

9.—Submitted a report from the City Surveyor, approved by the Chief Engineer, recommending that permission be granted to the C. P. R. Co. to erect and maintain a marking over the sidewalk, opposite No 134, Craig St. West.

Resolved: To report to Council accordingly.

10.—Submitted a report from the Supt. of the Water Dept. approved by the Chief Engineer, recommending that the sum of \$1,000 retained as guarantee deposit in connection with Mr. W. Beverley Robinson's contract for the supply of water mains, be refunded to the said Mr. Robinson, the conditions of the contract having been complied with.

Resolved: To report to Council accordingly.

11.—Submitted a report from the City Surveyor, approved by the Chief Engineer, recommending that the offer from the Trustees of the Protestant Schools of the City of Montreal to cede to the City, gratuitously and unconditionally, that part of Evans Ave, situated between Notre Dame de Grâce Ave. and Sherbrooke St., in Notre Dame de Grâce Ward, as shown on the plan filed, be accepted.

Resolved: To report to Council accordingly.

12.—The Board considered a resolution adopted by the Council on the 12th December 1910, on motion of Ald. Lamoureux, seconded by Ald. Larivière, requesting the Board to lay before the Council a statement showing the amounts voted and expended for improvement works in each ward, during the year.

Resolved: To submit to the Council, in reply, the report prepared by the City Controller in this connection.

13.—The City Comptroller and Auditor reported on the absences of employees of his department during the month of February.

Filed of record.

14.—Submitted a report from the Asst. City Clerk, informing the Board that a sum of \$1,200 will be required for the expenses in connection with the election of an Alderman in LaFontaine Ward, the law, as amended, being now in force, which will compel the City to open an information Bureau and to send cards to the electors, and recommending that the Brault Hall be rented for the purpose of establishing therein such Information Bureau and that Mr. Toussaint Poirier, Barrister, be appointed to take charge of said Bureau, at a salary of \$5 per diem.

trois employés temporaires à des positions permanentes, au salaire de \$750 par année. Le salaire fixé par le Conseil pour ces positions étant de \$650 pour les deux premières et \$750 pour la troisième.

Résolu: Vu une erreur de copie dans le rapport du Trésorier de la Cité, recommandant la nomination de MM. Gendron, Roy et Desève, comme commis permanents, au salaire de \$750, au lieu de \$650, que le salaire à être payé auxdits MM. Gendron, Roy et Desève, soit \$650 par année.

16.—Soumis un rapport du Président des Evaluateurs, sur le sujet du partage du travail pour son Bureau, "re" cotisation pour l'année 1911, et demandant une augmentation de salaire pour chacun des Evaluateurs, vu qu'ils seront tenus de sacrifier leurs vacances et de travailler le soir, pour faire la cotisation, etc.

Résolu: D'informer le Président des Evaluateurs de faire de même que l'année passée et que le Bureau sera prêt à recommander au Conseil une rémunération pour travail supplémentaire, dans le même sens qu'il l'a fait l'année dernière.

17.—Soumis un rapport de l'Avocat de la Cité "re" plantation d'arbres dans la municipalité d'Ahuntsic.

Résolu: De prier l'Avocat de la Cité d'aviser le Bureau sur la force du règlement de la municipalité d'Ahuntsic, vu que ce règlement décrète que la plantation de ces arbres sera aux frais des propriétaires et si ce règlement est encore en force par la Cité de Montréal, et si, au cas où la Ville ne donnant pas d'ordre à la Eastern Township Nursery Co. de planter des arbres, ladite compagnie n'en ayant pas encore planté un seul, combien la Cité doit à ladite compagnie.

18.—Le Médecin Officier de Santé fait rapport sur l'absence de M. J. E. Durocher, surintendant de la police sanitaire, soit, quatre jours pour cause de maladie, certificat étant produit, il est

Résolu: D'autoriser le Trésorier à payer à M. Durocher son salaire pour les quatre jours d'absence.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 17 mars 1911, a.m.

M. Wanklyn, président.

1.—Le Surintendant des Marchés demande la permission de s'absenter pour assister aux funérailles d'un parent.

Cette permission est accordée.

2.—Soumis le rapport du Médecin Officier de Santé, sur le nombre de fosses d'aisance dans la ville et les moyens de leur assainissement.

Résolu: De transmettre à l'Ingénieur en Chef avec prière à ce dernier de noter les suggestions du Médecin officier de Santé.

3.—Le Médecin Officier de Santé transmet la lettre de démission du docteur H. Desmarais, comme médecin inspecteur des Ecoles, et suggère d'accepter les raisons offertes par le docteur Desmarais, comme justifiables.

Résolu: En conséquence, d'accepter la démission du docteur Desmarais.

4.—Soumis le rapport du Surintendant des Parcs, "re" bouteille annonce au square de l'Hôtel de Ville.

Résolu: De référer ledit rapport au Département en Loi, pour savoir ce qu'il y a à faire pour faire disparaître cette bouteille annonce.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

Resolved: To report to Council accordingly.

15.—Submitted a report from the Comptroller and Auditor, calling the attention of the Board to a resolution passed on the 24th January ult., in connection with the appointment of three temporary employees to permanent positions, at a salary of \$750 per annum, the salary fixed by the Council for such positions being \$650 for the two first ones and \$750 for the third.

Owing to a clerical error in the City Treasurer's report, recommending the appointment of Messrs Gendron, Roy and Desève, as permanent clerks, at a salary of \$750, instead of \$650, it was

Resolved: That the salary to be paid to the said Messrs Gendron, Roy and Desève be \$650 per annum.

16.—Submitted a report from the Chairman of the Board of Assessors in connection with the apportionment of the work in his office re assessment for the year 1911, asking for an increase of salary for each of the Assessors, inasmuch as they will have to sacrifice their holidays and to work at night.

Resolved: To authorize the Chairman of the Board of Assessors to follow the same system as in the previous year and to inform him that the Board will be prepared to recommend the payment of a remuneration for extra work, as they did last year.

17.—Submitted a report from the City Attorney re planting of trees in the municipality of Ahuntsic.

Resolved: To request the City Attorney to give his opinion as to whether the by-law of the municipality of Ahuntsic, enacting that the trees supplied shall be planted at the expense of the proprietors, is still in force, and, in case the City should not order the Eastern Townships Nursery Co. to plant any trees, the said company having not yet planted a single one, as to what amount the City owes the Company.

18.—The Medical Health Officer reported that Mr. J. E. Durocher, Supt. of the Sanitary Police, had been absent 4 days on account of illness, as shown by the medical certificate filed.

Resolved: To authorize the City Treasurer to pay to Mr. Durocher his salary for the 4 days he has been absent.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held the 17th March, 1911, a.m.

Mr. Wanklyn in the chair, etc.

1.—The Superintendent of markets asked for a leave of absence to attend the funerals of a relative.

Granted.

2.—Submitted a report from the Medical Health Officer on the number of privy pits in the City and the means of improving the sanitary condition of same.

Resolved: That the said report be referred to the Chief City Engineer with a request that he note the suggestions of the Medical Health Officer.

3.—The Medical Health Officer transmitted the resignation of Dr H. Desmarais as Medical school inspector, and suggested that the reasons given by Dr. Desmarais be accepted.

Resolved: To accept Dr Desmarais' resignation.

4.—Submitted a report from the Superintendent of Parks re advertising bottle on City Hall Square.

Resolved: That the said report be referred to the Law Department in order to ascertain whether this advertising bottle can be removed.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

Compte rendu de l'assemblée du 17 mars 1911, p.m.

M. Wanklyn, président, etc.

1.—M. l'échevin Brodeur se présente devant le Bureau et soumet de la nécessité qu'il y a de faire l'enlèvement des ordures ménagères tous les jours, pendant les sept mois de l'été.

Le Bureau prend la question en sérieuse considération et l'Ingénieur en Chef, le Médecin Officier de Santé et le Surintendant de l'Incinération sont priés de faire un rapport sur la question et de produire un estimé du coût probable que ce service entraînera.

2.—Soumis les rapports des chefs de départements sur l'assiduité des employés, pour le mois de février 1911, moins les Départements en Loi et du Greffier.

Déposés aux archives.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 18 mars 1911, a.m.

M. Wanklyn, président. Tous présents.

1.—Soumis un rapport du Chef de Police, recommandant l'incorporation de l'Association dite "Arbeiter Ring", Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

2.—Soumis un rapport du docteur J. E. Laberge sur les cas de fièvre typhoïde déclarés au Bureau des maladies contagieuses depuis le commencement de l'année 1911.

Déposé aux archives.

3.—M. Donat Brodeur, avocat, se présente devant le Bureau, et expose la cause de Pigeon et la Cité, telle qu'elle est aujourd'hui et offre de régler la cause pour la différence entre le prix payé par la Ville, pour la partie expropriée, soit 55 cts et le prix payé par M. Pigeon, soit \$1.17 le pied.

Résolu: De prier Maître Lavallée de rencontrer le Bureau à ce sujet.

4.—M. Olivar Asselin réclame de comparaître devant le Bureau, au sujet de la question des pavages.

Résolu: De prier M. Asselin de rencontrer le Bureau, mercredi, le 22 courant, à 10.30 heures a.m.

5.—M. Butler, l'un des avocats de la Cité, se présente devant le Bureau, au sujet du règlement de certaines réclamations, entr'autres, la réclamation de M. Henry C. Telfer, au montant de \$10,000.

Résolu: De prier le Département en Loi de faire un rapport "re" organisation du Département des Réclamations, son fonctionnement, etc.

6.—Le Bureau prend en considération la réclamation en dommages de MM. L. Giguère et Cie, au montant de \$6,442.85 en rapport avec la construction de l'égout auxiliaire de la rue Sherbrooke, et après étude de la question, et après avoir pris communication des rapports de l'avocat de la Cité et de l'Ingénieur en Chef, après entrevue avec les réclamants, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant qu'une somme de \$4,645 soit payée aux contracteurs L. Giguère et Cie et ce, en règlement final de comptes, intérêts et frais.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 20 mars 1911, a.m.

M. Dupuis, président. Tous présents.

1.—Résolu: De prier l'Ingénieur en Chef de produire le

Report of meeting held the 17th March, 1911, p.m.

Mr. Wanklyn in the chair, etc.

1.—Ald. Brodeur appeared before the Board and urged the necessity of having the house offal removed daily, during the seven summer months.

The Board seriously considered the question, and the Chief City Engineer, the Medical Health Officer and the Superintendent of the Incineration Department were requested to report on said matter and to submit a report on the estimated cost thereof.

2.—Submitted reports from the heads of departments on the attendance of employees for the month of February 1911, except the Law and the City Clerk's Departments.

Filed of record.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held the 18th March 1911, a. m.

\* \* \*

Present: All the members of the Board. Mr. Wanklyn in the chair.

1.—Submitted a report from the Chief of Police recommending that the Arbeiter Ring Association be incorporated.

Resolved: That a report be made to Council accordingly.

2.—Submitted a return transmitted by Dr. J. E. Laberge on cases of typhoid fever reported to the Board of Health from the beginning of the year 1911.

Filed of record.

3.—Mr. Donat Brodeur, advocate, appeared before the Board in connection with the case of Pigeon against the City, and offered to settle the same for the difference between the price paid by the City for the part expropriated, or 55 cents and the price paid by Mr. Pigeon or \$1.17 per foot.

Resolved: That Mr. Lavallée be requested to meet the Board in this connection.

4.—Mr. Olivar Asselin asked to be allowed to appear before the Board in connection with the question of pavements.

Resolved: That Mr. Asselin be invited to meet the Board, Wednesday, the 22nd instant, at 10.30 a. m.

5.—Mr. Buttler, one of the City attorneys, appeared before the Board in connection with the settlement of certain claims, among others that of Mr. Henry C. Telfer amounting to \$10,000.

Resolved: That the Law Department be requested to report re organisation of the claims department, its administration, etc.

6.—The Board considered the claim for damages of Messrs L. Giguère & Co., for the sum of \$6,442.85 in connection with the construction of the Sherbrooke street relieving sewer and, after due deliberation and after taking communication of the report of the City Attorney and the Chief Engineer, after having conferred with the claimants, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that a sum of \$4,645.00 be paid to the contractors L. Giguère & Co., in final settlement of accounts including interests and costs.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held the 20th March 1911, a. m.

Present: All the members of the Board, Mr. Dupuis in the chair.

plus tôt possible, son rapport final sur la disposition des bureaux à l'hôtel de ville, tel qu'il a été approuvé à la dernière entrevue que les Commissaires ont eu avec lui.

Les minutes du 6 au 17 mars 1911 inclusivement sont lues et confirmées.

2.—Soumise une lettre de M. C. H. Lavallée, avocat, au sujet de la réclamation de M. Chas. Bénard, pour certains travaux exécutés à la caserne de pompiers No 2.

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

3.—Soumise une lettre de M. V. H. Dupont, Ingénieur civil, concernant la préparation des plans pour différents travaux à être exécutés dans les quartiers Côte des Neiges et Emard.

Résolu: Suivant la recommandation de l'Ingénieur en Chef de référer au Département en Loi pour savoir jusqu'à quel point la Cité est obligée envers M. Dupont.

4.—Soumis un protêt de la St. Paul Electric Light and Power Co. contre la Montreal Light, Heat & Power Co. au sujet de l'éclairage dans le quartier St. Paul.

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

5.—Soumise une communication de M. J. H. S. Parke, secrétaire de l'Hôpital Général, informant le Bureau que le Chef de Police les a notifiés qu'il ne lui était pas possible, pour cette année, de passer de liste de souscription parmi ses hommes, à raison de la décision qui a été adoptée par le Bureau des Commissaires.

Résolu: D'informer les différents chefs du service que la résolution adoptée par le Bureau le 7 février 1911, ne doit pas être interprétée comme devant s'appliquer aux hôpitaux ou autres institutions de charité reconnues, telles que celles qui, par le passé, ont fait circuler des listes de souscription parmi les employés de l'Hôtel de Ville, mais que, cependant, aucune telle souscription ne devra être sollicitée sans au préalable avoir été autorisée par les chefs des départements, et ce, avec l'entente que la liberté la plus absolue sera laissée aux employés.

Il est aussi

Résolu: D'informer M. Parke des termes de la présente résolution.

6.—M. le docteur Lamoureux, médecin de la Brigade du Feu, se présente devant le Bureau, conformément à la demande qui lui en avait été faite, au sujet de la demande de police acquittée de l'ex-lieutenant N. Larivée.

Le docteur Lamoureux s'engage à soumettre un rapport au Bureau, expliquant son certificat du premier mars 1910.

7.—Soumis un rapport de M. T. A. Gauthier, Chef de Bureau de la Cour du Recorder, demandant l'opérer le virement de certaines sommes.

Résolu: En conséquence de faire rapport au Conseil, recommandant que virement soit opéré d'une somme de \$100 à être prise sur la balance disponible de \$200 votée pour le salaire du messenger dudit Bureau, et que ladite somme soit appliquée comme suit: \$50 pour être ajoutés au crédit voté pour uniformes et \$50, au contingent du Bureau.

8.—Soumis un rapport du Surintendant des Impressions et de la Papeterie, recommandant l'achat d'un clavigraphe Underwood, No 5, pour le département des Incendies.

Résolu: D'autoriser le Surintendant des Impressions à faire transporter le clavigraphe qui se trouve actuellement au bureau de la Ville St-Louis, au département du Feu, si toutefois, il convient aux besoins dudit département, et à faire transporter le clavigraphe "Royal" qui se trouvait au département du Feu, au Bureau des Commissaires.

Il est aussi

Résolu: De prier le Surintendant des Impressions et de la Papeterie, d'informer le Bureau s'il a préparé, comme il en avait été prié, un inventaire de tous les clavigraphes qui se trouvent dans les différents départements de la Ville et qui lui appartiennent.

10.—Soumis un rapport du Chef de Police, transmettant une liste des absences motivées dans son département et recommandant que le salaire des employés y indiqués soit payé en entier.

Résolu: D'approuver ledit rapport et d'autoriser le paiement des salaires desdits employés.

11.—Soumis un rapport du Chef de Police transmettant

1. Resolved: That the Chief City Engineer be requested to submit, as soon as possible, his final report on the distribution of the City Hall offices, as approved of at the last interview he had with the Commissioners.

The minutes from the 6th to the 17 March 1911 inclusively were read and confirmed.

2.—Submitted a letter from Mr. C. H. Lavallée, advocate, anent Mr. Chas. Bénard's claim, for certain work performed by the latter at No. 2 fire station.

Resolved: That the matter be referred to the Law Department for a report.

3.—Submitted a letter from Mr. V. H. Dupont, Civil Engineer, anent the preparation of plans for different works to be performed in Côte des Neiges and Emard Wards.

Resolved: As recommended by the Chief Engineer, to refer the matter to the Law Department in order to ascertain to what extent the City is liable in this connection.

4.—Submitted a protest from the St. Paul Electric Light and Power Co. against the Montreal Light, Heat & Power Co., in connection with the lighting of St. Paul ward.

Resolved: That said protest be referred to the Law Department for a report.

5.—Submitted a communication from Mr. J. H. S. Parks, Secretary of the General Hospital, informing the Board that the Chief of Police had notified them that it was impossible for this year to circulate the subscription list among his men, on account of the decision adopted by the Board of Commissioners.

Resolved: That the different heads of departments be informed that the resolution adopted by the Board on the 7th February 1911, must not be interpreted as being applicable to the hospitals or other recognized charitable institutions, such as those which in the past, have circulated subscription lists among the City Hall employees, but that, however, no such subscription are to be solicited before having previously been authorized by the heads of departments, and with the understanding that the employees are to be left entirely free to subscribe or not.

It was also

Resolved: That Mr. Parks be informed of the terms of the present resolution.

6.—Dr Lamoureux, Medical Officer of the Fire Brigade, appeared before the Board, as requested, anent the application from ex-lieutenant N. Larivée, for a paid-up policy.

Dr Lamoureux was requested to submit to the Board a report explaining his certificate of the first March 1910.

7.—Submitted a report from Mr. T. A. Gauthier, Head of the staff of the Recorder's Court, asking that certain sums be varied.

Resolved: That a report be made to Council accordingly, recommending that a sum of \$100 be varied from the available balance of \$200 voted for the salary of the messenger, and that the said sum of the said Court be applied as follows: \$50.00 to be added to the appropriation voted for uniforms and \$50.00 for contingency.

8.—Submitted a report from the Superintendent of Printing and Stationery recommending that an Underwood typewriting machine, No. 5, be purchased for the Fire Department.

Resolved: That the said Superintendent be authorized to have the typewriting machine now in the office of the St. Louis town hall, transferred to the Fire Department, (provided the same is suitable for the needs of said department), have the "Royal" typewriting machine, now in the Fire Department removed to the Commissioners office.

It was also.

Resolved: That the Superintendent of Printing and Stationery be requested to inform the Board whether he has prepared as he was requested to do, an inventory of all the typewriting machines which are in the different civic departments and the City's property.

10.—Submitted a report from the Chief of Police, transmitting a list of justified absences in his department and recommending that the salary of the employees therein mentioned be paid in full.

Resolved: To concur in said report and to authorize the payment of said salaries.

11.—Submitted a report from the Chief of Police trans-

la "check pay list" des officiers et constables pour la période s'étendant du 1er au 15 mars, et demandant d'approuver ladite liste.

Résolu: En conséquence:

Il est

12.—Résolu: Que pour sauvegarder aussi complètement que possible les intérêts de la Ville de Montréal, engagés dans le bill des Tramways, actuellement devant la Législature, les Commissaires soumettent à Mtre Aimé Geoffrion le bill, tel qu'adopté par le Comité des Chemins de Fer, et obtiennent son opinion sur l'interprétation de ce bill, en autant que les droits de la Ville sont concernés.

13.—Soumis un extrait des minutes d'une assemblée du Conseil, tenue le 20 février 1911, sur la proposition de M. Péchevin L. A. Lapointe, appuyé par M. Péchevin Emard, et résolu: "In Re" réclamation J. T. Heil & Cie, au montant de \$8,150.68, pour pierre fournie, quartier Emard, aux fins des travaux de macadam faits par MM. Charbonneau et Antoine Marchand,

Attendu que les nommés J. T. Heil & Cie ont produit devant le Conseil un acte de société, par lequel il appert que le contrat accordé au nommé J. T. Heil, a été cédé à ladite société, et que ce contrat répond au point soulevé par l'Avocat de la Cité: que le rapport maintenant devant le Conseil, soit renvoyé aux Commissaires, pour permettre de compléter l'étude de la question qui leur a été soumise.

Après avoir pris en considération ledit extrait des minutes et étude de la question, il est

Résolu: Conformément au rapport de l'Avocat en Chef de la Cité, de faire rapport au Conseil, recommandant que les comptes de \$2,742.09 et \$5,408.59 pour pierre fournie pour les travaux de macadam faits par M. Edmond Charbonneau et M. Antoine Marchand, respectivement, soient présentés pour paiement par ladite cité à J. W. Harris Co. Ltd. et au cas où ladite compagnie Harris refuserait de faire droit à ces comptes, la Cité devra prendre les moyens de s'assurer si la pierre dont le prix est réclamé lui a bien été fournie, et si elle a été employée aux fins des travaux de ladite compagnie Harris, si oui, le prix de cette pierre devra alors être retenu par la Ville sur le montant qu'elle est ou pourra être appelée à payer à la compagnie.

Adjournement.

L. N. SENECAI,

Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 22 mars 1911, a.m.

Sont présents: M. Dupuis, président; MM. Ainey et Lachapelle.

Soumise une opinion de M. Aimé Geoffrion, avocat, sur l'effet que peut avoir vis-à-vis la Cité le Bill pour incorporer le Montreal Tramway Company, avec les amendements faits jusqu'à maintenant.

Résolu: De transmettre ladite opinion au Conseil.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

Les mêmes présents.

1.—Soumise une communication de M. D. McNicoll, vice-président de la Compagnie du Pacifique Canadien, au sujet de la pression de l'eau.

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour réponse à ladite communication, et rapport au Bureau.

2.—Soumis un télégramme de M. Péchevin L. A. Lapointe, adressé à M. le Commissaire Lachapelle, informant ce dernier que la clause 14 de la Cité a été réintégré ce matin dans le bill des tramways, sur proposition du premier Ministre et que le Bill est définitivement passé en chambre.

Déposé sur la table.

3.—Soumis un rapport du Chef de Police, au sujet de la demande de réinstallation de l'ex-constable Amédée Majeau. Après considération dudit rapport, il est

Résolu: Que le Bureau ne croit pas devoir faire droit à cette demande.

4.—Soumis un compte de M. A. F. Vincent, ex-secrétaire-trésorier de la Ville St. Louis pour salaire au 15

mitting the check pay list of officers and constables for the period extending from the 1st to the 15th March, and asking that the same be approved.

Resolved: Accordingly.

12.—Resolved: That in order to safeguard, as far as possible, the interests of the City of Montreal, affected by the Bill of Tramways, now before the Legislature, the Commissionners submit to Mr. Aimé Geoffrion, barrister, the Bill, as adopted by the Railway Committee, and obtain his opinion as to the interpretation of said bill, as far as the City's rights are concerned.

13.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 20th February 1911, containing a motion by Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. Emard, adopted by Council re claim of J. T. Heil & Co., amounting to \$8,150.68 for stone supplied to Emard ward, for macadamizing works performed by Messrs Charbonneau and Antoine Marchand, and which reads as follows:

Inasmuch as Messrs J. T. Heil & Co., have produced before the Council a deed of partnership in virtue of which the contract granted to Mr. J. T. Heil was ceded to said firm and that the contract is a reply to the objection raised by the Law Department; that the said report now before Council be referred back to the Board of Commissionners, in order to allow them to give full consideration to the question submitted to them.

After having considered the said extract of minutes and after due deliberation, it was

Resolved: To report to Council, in accordance with the City Attorney's report, recommending that the accounts of \$2,742.09 and \$5,408.59 for stone supplied for macadamizing work performed by Messrs Edmond Charbonneau and Antoine Marchand, respectively, be presented for payment by the City, to the J. W. Harris Co., Ltd., and, in the event of the said Harris Co. Ltd., refusing to pay the same, the City shall take the means of ascertaining whether the stone, the price of which is asked for, was actually supplied to the corporation, and whether it was used in connection with the works performed by the said Harris Co., and, if so, the price of said stone shall be deducted by the City from the amount which it may be called upon to pay to the Company.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held the 22nd March 1911, a.m.

Present: Messrs. Ainey and Lachapelle; Mr. Dupuis in the chair.

Submitted an opinion from Mr. Aimé Geoffrion, advocate, as to the effect which the Montreal Tramway's Bill and amendments made thereto up to the present time may have as regard the City.

Resolved: That the said opinion be transmitted to the Council.

AFTERNOON SITTING.

Present: The same members as above.

1.—Submitted a communication from Mr. D. McNicoll, vice-président of the Canadian Pacific Ry Co., anent the water pressure.

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for a reply and a report to the Board.

2.—Submitted a telegram from Ald. L. A. Lapointe, addressed to Mr. Commissioner Lachapelle, informing the latter that clause 14 of the City was reinserted this morning in the Tramways bill on motion of the Prime Minister and that the bill had been finally adopted by the Legislative Assembly.

Laid on the table.

3.—Submitted a report from the Chief of Police, anent the application from ex-constable Amédée Majeau for reinstatement. After considering said report, it was

Resolved: That the Board does not deem it advisable to grant said request.

4.—Submitted an account from Mr. A. F. Vincent, ex-secretary-treasurer of the Town of St. Louis for his



mars 1911, ledit compte s'élevant à la somme de \$416.17.

Résolu: De référer ledit compte au Département en Loi, pour rapport sur la position de la Ville vis-à-vis M. Vincent et sur ce qu'il y a à faire dans les circonstances.

5.—Soumise une communication de Madame E. G. Francoeur, faisant certaines suggestions au sujet du nom de la rue Berri.

Résolu: De référer à la Commission Spéciale chargée de reviser les noms des rues.

6.—Soumise une communication de M. Alexandre St-Pierre, avocat, demandant de faire augmenter son salaire.

Résolu: D'informer M. St-Pierre que les Commissaires n'ont pas de disponibilité dans le moment pour faire droit à sa demande, de même qu'à celles de nombre d'autres employés, mais qu'après le premier mai, ils comptent être en mesure de régler les salaires qui méritent de l'être, et que son cas sera considéré sérieusement.

7.—M. le Commissaire Lachapelle fait rapport comme suit, de son entrevue avec les Commissaires du Havre, au sujet de la rue des Commissaires:

"Je suis allé, ce midi, avec M. J. L. Archambault, avocat de la Cité, au Bureau des Commissaires du Havre, pour traiter la question de cette partie de la rue des Commissaires sur laquelle circulent actuellement des tramways, et j'y ai rencontré Messieurs les Commissaires Geoffrion et Ballantyne, et M. Seath, secrétaire de la Commission, ainsi que M. Meredith, avocat de la Compagnie des Tramways.

"Nous avons d'abord discuté la position faite aux parties intéressées par les jugements rendus dans les causes concernant cette partie de la rue des Commissaires. J'ai proposé aux Commissaires du Havre de nous céder, pour une certaine période de temps, la jouissance de cette partie de la rue des Commissaires, pour une somme nominale. Les Commissaires du Havre, après quelque discussion, ont proposé que cette question soit mise à l'étude avec toutes les autres questions actuellement pendantes, entre les autorités de la Ville et celles de la Commission du Havre, pour être réglées en même temps, ce à quoi j'ai accédé immédiatement, déclarant que c'était aussi le désir des Commissaires de la Ville, et alors les Commissaires ont accordé un délai pour permettre d'étudier ces différentes questions, jusqu'au premier juillet 1911, laissant d'ici là subsister l'état de choses actuel.

"Le Secrétaire de la Commission du Havre s'est engagé à envoyer une communication officielle aux Commissaires de la Cité, à cet effet, ladite communication devant contenir une liste de toutes les questions qu'ils veulent traiter avec nous."

Adjournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

COMMISSION SPECIALE

Au sujet du changement de noms de certaines rues.

Compte rendu de l'assemblée du 30 mars 1911

Sont présents: MM. les Echevins Larivière, Marcil, Drummond, Létourneau, Emard, L. A. Lapointe et N. Lapointe.

1.—Sur proposition de M. l'Echevin Emard, M. l'Ech. Larivière est à l'unanimité choisi comme président de cette commission.

2.—Soumis et lu un extrait des minutes du Conseil de Ville assemblée tenue le 20 mars, 1911, nommant cette Commission et lui renvoyant un rapport du Bureau des Commissaires avec instructions d'étudier la question de changement des noms de certaines rues et de faire rapport au Conseil dans le plus court délai possible.

salary up to the 15th March 1911, the said account amounting to \$416.17.

Resolved: That the same be referred to the Law Department for a report as to the position of the town of St. Louis with regard to Mr. Vincent and as to what action should be taken in the premises.

5.—Submitted a communication from Mrs. E. G. Francoeur, making certain suggestions anent the name of Berri street.

Resolved: To refer the same to the Special Committee appointed to revise the streets names.

6.—Submitted a communication from Mr. Alexandre St-Pierre, advocate, asking for an increase of salary.

Resolved: That Mr. St-Pierre be informed that the Commissioners have no available funds at the present time to comply with his request, as well as with those of several other employees, but that, after the first of May, they expect to be in position to adjust the salaries of those who deserve an increase, and that his case will then be seriously considered.

7.—Mr. Commissioner Lachapelle reported as follows on his interview with the Harbour Commissioners, anent Commissioners street:

"I proceeded, this day, at noon, with Mr. J. L. Archambault, City Attorney, to the Harbour Commissioners office, in order to discuss the question of that part of Commissioners street, on which street cars are now operated, and I met there Messrs. Geoffrion, Ballantyne, Harbour Commissioners, and Mr. Seath, secretary of the Board as well as Mr. Meredith, attorney of the M. S. R. Co.

"We first considered the position in which hte interested parties had been placed owing the judgments rendered in the cases concerning that part of Commissioners street, I suggested that the Harbour Commissioners might allow us to use, for a certain period of time; that part of Commissioners street for a nominal sum. The Harbour Commissioners after some discussion, suggested that the matter be considered with all the other questions now pending between the civic authorities and the Harbour Board, and that the same be settled at the same time; I immediately accepted this proposal adding that such was also the desire of the City Commissioners. The Commissioners then granted a delay for the consideration of these different questions until the first July 1911, leaving matters as they stand until then.

"The Secretary of the Harbour Board stated that he would send an official communication to that effect to the City Commissioners, the said communication to contain an enumeration of all the questions which are to be dealt with."

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

SPECIAL COMMITTEE

Re change of names of certain streets.

Report of meeting held on the 30th March 1911.

Present: Aldermen Larivière, Marcil, Drummond, Létourneau, Emard, L. A. Lapointe and N. Lapointe.

1.—On motion of Ald. Emard, Ald. Larivière was unanimously appointed Chairman of the Committee.

2.—Submitted and read an extract from the Minutes of the City Council, meeting held on the 20th March 1911, appointing this Committee and referring to them a report from the Board of Commissioners, with instructions to consider the question of changing the names of certain streets and report to Council within the shortest possible delay.

And a debate arising.

Un débat s'engageant.

M. l'échevin Marcil suggère de désigner par numéros toutes les grandes artères qui s'étendent du sud au nord et de l'est à l'ouest.

3.—M. N. Lacroix, dessinateur en chef du Dept. de la Voirie, informe la Commission qu'il est à préparer une liste complète des rues dans la Cité qui portent les mêmes noms et que cette liste sera prête dans quelques jours.

Il est en conséquence.

Résolu: De prier M. Lacroix de s'aboucher avec le Président du Bureau des Estimateurs et de compléter d'ici à 8 jours la liste en question.

4.—Sur proposition de M. l'Ech. Marcil, il est aussi

Résolu: D'informer le Conseil que cette Commission à commencé l'étude de la question du changement des noms de certaines rues, mais qu'elle a du ajourner son travail afin d'avoir une liste complète des rues portant des noms semblables et qu'afin de faciliter son travail, elle désire savoir si le conseil serait favorable au projet, de désigner par numéros, toutes les grandes voies de communications qui s'étendent de l'est à l'ouest et du nord au sud, en donnant aux premières le nom d'avenue et aux autres le nom de rues.

La Commission s'ajourne alors en priant M. l'échevin Marcil de bien vouloir mettre devant cette commission à la prochaine séance une liste des rues qu'il suggère de désigner par numéros.

JULES CREPEAU,  
Secrétaire.

\* \* \*

## CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 3 avril.

Son Honneur le Maire, l'honorable J. J. E. Guerin, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marcil, Emard, Larivière, Lussier, Deguire, Drummond, Morin, McMahan et MM. Ainey, Dupuis, Lachapelle et Wanklyn, Commissaires.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et ratifié.

Du consentement unanime du Conseil, les affaires de routine suivantes sont expédiées.

### ORDRE DU JOUR.

1.—Lue une communication de l'Assistant Trésorier de la Cité, soumettant une offre de la Banque de Montréal à l'effet d'escompter les bons du Trésor à quatre mois.

A ce sujet, est pris en considération le 1er ordre du jour, étant le rapport du Bureau des Commissaires à l'effet d'autoriser l'émission des Bons du Trésor.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport du Bureau des Commissaires soit amendé de manière à ce que l'offre de la Banque de Montréal, en date du 3 avril 1911, à l'effet d'escompter les bons du trésor de la Cité de Montréal, jusqu'à concurrence de 100,000 louis sterling net, à Londres, sur réception des bons, sans droits de timbres à payer, à 2 11-16 pour cent par année pour quatre mois, soit acceptée, et que Son Honneur le Maire, le Trésorier de la Cité et le Contrôleur de la Cité soient autorisés à signer lesdits bons du trésor au nom de la Ville. (M. l'échevin Lussier dissident).

### REQUETES, ETC.

2.—Du Club Chénier "re" contrat qu'on se propose de passer avec la Cie des Tramways de Montréal.

3.—De l'Union des Employés Civiques demandant que soit établi un fonds de retraite.

Ald. Marcil suggested that all the great thoroughfares extending from South to North and from East to West be designated by numbers.

3.—Mr. N. Lacroix, chief draughtsman, of the Road Dept. informed the Committee that he was preparing a complete list of the streets, in the City, bearing the same names and that said list will be ready in a few days.

It was therefore.

Resolved: To request Mr. Lacroix to confer with the Chairman of the Board of Assessors and to complete the above list within 8 days.

4.—On motion of Ald. Marcil, it was also

Resolved: To inform the Council that the Committee have begun to consider the question of changing the names of certain streets, but that they had to suspend their work in order to have a complete list of streets bearing similar names, and that, in order to facilitate their work, they desire to know whether the Council is in favor of the proposal of designating all the great thoroughfares extending from East to West and from North to South by numbers, giving to the former the name of "Avenue" and to the latter the name of "Street".

The Committee then adjourned after requesting Ald. Marcil to kindly lay before the Committee, at the next meeting, a list of the streets which, in his opinion, should be designated by numbers.

JULES CREPEAU,  
Secretary.

\* \* \*

## CITY COUNCIL

Report of special meeting held the 3rd April,

His Worship the Mayor Hon. J. J. E. Guerin, in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marcil, Emard, Larivière, Lussier, Deguire, Drummond, Morin, McMahan.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

With the unanimous consent of the Council, the following matters of routine were transacted.

### ORDER OF THE DAY.

1.—Submitted and read a communication from the Asst. to be amended so that the offer of the Bank of Montreal, to discount Treasury bills for four months.

In this connection was taken up the order of the day the same being the report from the Board of Commissioners to authorize the issue of Treasury Bills.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That the report of the Board of Commissioners be amended so that the offer of the Bank of Montreal, dated 3rd April, 1911, to discount City of Montreal treasury bills up to 100,000 pounds sterling net in London on receipt of bills, free of stamps, at 2 11-16 per cent per annum for 4 months, be accepted and that His Worship the Mayor, the City Treasurer and the City Comptroller be authorized to sign said treasury bills on behalf of the City, (Ald. Lussier dissenting.)

### PETITIONS, ETC.

2.—From "Club Chénier" "re" proposed contract with the Montreal Street Railway Co.

3.—Civic Employees Union, asking that a Pension Fund be established.

4.—De MM. D. Deschamps & Cie, James Halpin et S. Ryan, pour emmagasiner et vendre de la gazoline.

5.—De M. Elzéar Hébert, pour ériger un moulin.

6.—De la Cie du Grand-Tronc pour construire un hangar pour y emmagasiner des fruits.

7.—De MM. Luc Ducharme et Paul Saint-Denis & Cie, pour vendre du bois de chauffage.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

8.—De M. l'échevin Leclaire, remerciant le Conseil des marques de sympathies qu'il lui a témoignées.

Déposée aux archives.

9.—De M. J. E. Belair, suggérant que le nom de Hector Berthelot soit donné à une des rues de la Ville

Renvoyée à la Commission Spéciale "re" noms de rues.

10.—De la Chambre de Commerce, au sujet du projet de construction du barrage du Long Sault.

Sur proposition de M. l'échevin BRODEUR, appuyée par M. l'échevin Emard, il est

Résolu: Que ladite lettre soit renvoyée à une commission spéciale composée de Son Honneur le Maire, MM. les échevins L. A. Lapointe, Dandurand, Morin, Marciel, Emard, Robinson et Boyd, avec prière de l'étudier et de faire rapport.

11.—De certains contribuables du quartier LaFontaine, se plaignant qu'ils n'ont pas reçu de cartes du Greffier de la Cité en rapport avec la dernière élection.

Renvoyée au Greffier de la Cité avec prière de faire rapport à ce sujet.

12.—Du Département en Loi "re" interprétation de la clause 14 du Bill des Tramways de Montréal.

Sur proposition de M. l'échevin CLEMENT, appuyée par M. l'échevin L. A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ladite opinion soit publiée dans le prochain numéro de la "Gazette Municipale".

#### ACTE.

13.—Quittance de la Cité en faveur de Mme Luce Lecavalier.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit acte soit approuvé et que Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité soient autorisés à le signer au nom de la Ville.

#### RAPPORTS.

14.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$30,000.

15.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$20,000 pour le nettoyage des trottoirs.

16.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler des réclamations au montant de \$3,814.25.

17.—Du Bureau des Commissaires, pour répartir le travail des Estimateurs.

18.—Du Bureau des Commissaires, pour vendre cinq chevaux.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés. (M. l'échevin Larivière dissident quant à l'item No. 16.)

19.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler la réclamation de M. A. F. Vincent.

M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL,

Propose: Que le rapport du Bureau des Commissaires soit amendé de manière à mettre à la disposition dudit Bureau des Commissaires une somme de \$833.33 afin de payer le salaire de M. Vincent jusqu'au 31 mai 1911; vu que d'après la lettre du Trésorier de la Cité en date du 23 février 1911 il appert que M. Vincent a été réengagé d'après l'ordre des Commissaires jusqu'au 31 mai 1911, malgré qu'il n'y avait pas de fonds de votés pour payer le salaire dudit M. Vincent, et que, ainsi amendé, ledit rapport soit reçu et adopté.

M. l'échevin TURCOT, appuyé par M. l'échevin MAYRAND propose en

Amendement: Que le rapport du Bureau des Commissaires demandant un crédit de \$1833.33 pour salaire de M. A. F. Vincent au 1er décembre 1911, soit renvoyé au

4.—D. Deschamps & Cie., James Halpin and S. Ryan to store and sell gasoline.

5.—Elzéar Hébert, to erect a mill.

6.—Grand Trunk Ry. Co. to erect a shed for the storage of fruit.

7.—Luc Ducharme and Paul Saint-Denis & Cie to sell cordwood.

Referred to the Board of Commissioners.

8.—Ald. Leclaire thanking Council for sympathy extended.

Filed of record.

9.—J. E. Bélair suggesting that the name of Hector Berthelot be given to one of the City's street.

Referred to the Special Committee re Street names.

10.—"Chambre de Commerce" anent the proposed Long Sault dam.

On motion of Ald. BRODEUR, seconded by Ald. EMARD, it was

Resolved: That the said communication be referred to a special Committee, composed of His Worship the Mayor, Aldermen L. A. Lapointe, Dandurand, Morin, Marciel, Emard, Robinson and Boyd, for examination and report.

11.—Ratepayers, LaFontaine Ward, complaining that they were not notified by the City Clerk in connection with the recent election.

Referred to the City Clerk for a report.

12.—Law Department re interpretation of clause 14 of the Montreal Tramways Bill.

On motion of Ald. CLEMENT, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That said communication be printed in the next issue of the "Municipal Gazette".

#### DEED.

13.—Quittance by the City to Mrs Luce Lecavalier.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL it was

Resolved: That said deed be approved of and that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

#### REPORTS.

14.—From the Board of Commissioners, to vary a sum of \$30,000.

15.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$20,000 to clean sidewalks.

16.—From the Board of Commissioners, to settle claims amounting to \$3,814.25.

17.—From Board of Commissioners, to apportion work of Assessors.

18.—From Board of Commissioners, to sell five horses.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said reports be received and adopted. (Ald. Larivière dissenting as to item No 16).

19.—From Board of Commissioners, to settle the claim of Mr. A. F. Vincent.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

That the report of the Board of Commissioners be amended so as to place at the disposal of the said Board of Commissioners a sum of \$833.33, in order to pay Mr. Vincent's salary up to the 31st of May 1911, inasmuch as, by the letter from the City Treasurer dated 23rd February 1911, it appears that Mr. Vincent was reengaged by order of the Commissioners until the 31st of May, although there were no funds voted to pay the salary of the said Mr. Vincent, and that, so amended, said report be received and adopted.

Moved in amendment by Ald. TURCOT, seconded by Ald. MAYRAND,

That the report of the Board of Commissioners asking for an appropriation of \$1,833.33 to pay the salary of Mr. A. F. Vincent up to the 1st December 1911 be referred to the Commissioners with instructions to submit the same

Commissaires avec instructions de référer le tout au Département en Loi, pour opinion sur la légalité de la réclamation dudit A. F. Vincent.

Ledit amendement étant mis aux voix, il est adopté et il est

Résolu: En conséquence.

20.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de payer un compte à M. Charles Bénard.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin TETREAU, il est

Résolu: Que le rapport du Bureau des Commissaires soit amendé en en retranchant le dernier paragraphe et en le remplaçant par le suivant:

Dans les circonstances, comme la Ville a bénéficié des travaux faits par le réclamant et que le prix par lui chargé est admis comme raisonnable, le Bureau des Commissaires recommande, conformément à l'article 338 de la charte ci-dessus mentionnée, de payer à M. Charles Bénard la somme de \$175 avec intérêt légal à compter du 25 septembre 1906 en règlement final de sa réclamation à la condition, toutefois que ledit M. Bénard se désiste de la poursuite qu'il a intentée contre la Ville, chaque partie payant ses frais, et que, ainsi amendé, ledit rapport soit reçu et adopté.

21.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter une offre des propriétaires, "re" l'égout de la rue Boyer.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit renvoyé au Bureau des Commissaires avec prière de bien vouloir obtenir de l'Inspecteur de la Cité un rapport complet et détaillé sur cette question, ainsi qu'un plan des terrains situés sur la rue Boyer et sur les autres rues dans les environs et démontrant s'il y a des édifices d'érigés sur ladite rue Boyer et de bien vouloir aussi obtenir des Avocats de la Cité leur opinion quant à la responsabilité que la Ville pourrait encourir en acceptant le règlement suggéré, et de déclarer si le rôle de répartition pour l'égout qui a été construit sur ladite rue Boyer, seront affectés en quoi que ce soit.

22.—Du Bureau des Commissaires à l'effet d'accorder le contrat pour la fourniture de boyaux.

M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL.

Propose: Que ledit rapport soit amendé de manière à accorder à la Compagnie Dunlop Tire and Rubber Goods Co., Limited, le contrat pour la fourniture de 500 pieds de boyaux à incendies de la marque "Dunlop" au prix de sa soumission à savoir \$1.05 et que, ainsi amendé, ledit rapport soit reçu et adopté.

Et un débat s'engageant.

M. l'échevin DANDURAND, appuyé par M. l'échevin CARTER, propose en

Amendement: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: N. Lapointe, O'Connell, Ward, Carter, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan, Tétreau, Marcil, Emard, Larivière, Deguire, Drummond, Morin, McMahan.—18.

Contre: L. A. Lapointe, Leclaire, Lamoureux, Prud'homme, Gauvin, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot.—9.

Ledit amendement est ainsi adopté, et il est

Résolu: En conséquence.

23.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de faire signifier un protêt à la Montreal Light, Heat & Power Co..

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin EMARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

25.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter la cession de partie de la rue Valois.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin GARCEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

26.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'incorporer le Club des Voyageurs.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

to the Law Department for their opinion as to the legality of the said Mr. Vincent's claim.

Said amendment being put, it was carried, and Resolved: Accordingly.

20.—From Board of Commissioners, to pay an account to Mr. Charles Bénard.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TETREAU, it was

Resolved: That the report of the Board of Commissioners be amended by striking out the last paragraph thereof and replacing the same by the following:

"Under the circumstances, as the City has benefited by the work done by the claimant and the price charged by him is admitted as reasonable, the Board of Commissioners recommend, in accordance with Art. No. 338 of the Charter above mentioned, that Mr. Charles Bénard be paid a sum of \$175 with legal interest from the 25th September 1906, in final settlement for his claim, conditionally however, that the said Mr. Bénard shall discontinue the action instituted by him against the City, each party paying his costs, and that, so amended, said report be received and adopted.

21.—From Board of Commissioners, to accept offer of proprietors re Boyer St. sewer.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That the said report be referred back to the Board of Commissioners, with a request that they obtain from the City Surveyor a complete and detailed report in this matter as well as a plan of the lands situated on Boyer St. and other streets in the vicinity, showing the buildings (if any) erected on said Boyer St., and that they also obtain from the City Attorneys their opinion as to the responsibility which the City might incur by agreeing to the settlement suggested, and as to whether the apportionment roll for the sewer laid on said Boyer St., would be in any wise affected.

22.—From Board of Commissioners, to award contract for hose.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

That said report be amended so as to award to the Dunlop Tire and Rubber Goods Co., Limited, the contract for the supply of 500 feet of "Dunlop Fire Hose" at the price of their tender, namely: \$1.05, and that, so amended, said report be received and adopted.

And a debate arising.

Moved in amendment by Ald. DANDURAND, seconded by Ald. CARTER.

That said report be received and adopted.

Said amendment being put, the Council divided:—

Yeas: N. Lapointe, O'Connell, Ward, Carter, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan, Tétreau, Marcil, Emard, Larivière, Deguire, Drummond, Morin, McMahan.—18.

Nays: L. A. Lapointe, Leclaire, Lamoureux, Prud'homme, Gauvin, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot.—9

So it was carried, and

Resolved: Accordingly.

23.—From Board of Commissioners, anent registration of a property belonging to Mr. Adolphe Robillard.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

24.—From Board of Commissioners, to serve a protest upon the Montreal L. Heat & Power Co.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. EMARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

25.—From Board of Commissioners, to accept cession of part of Valois St.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GARCEAU, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

26.—From Board of Commissioners, to incorporate "The Travellers Club".

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

27.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'incorporer le Cercle Social Jeanne d'Arc.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BRODEUR, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

28.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la "Tobin Mfg. Co." de construire un bâtiment temporaire.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin MARCIL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit renvoyé au Bureau des Commissaires et que l'attention de ce Bureau soit appelée sur le règlement No. 417, intitulé "Règlement amendant le Règlement No 63", intitulé "Règlement de Construction", adopté par le Conseil de Ville de Notre-Dame de Grâce, avant l'annexion de cette municipalité à la Cité de Montréal.

29.—De la Commission Spéciale "re" noms des rues, demandant au Conseil des instructions. (Délibération remise: cette question devant constituer le 1er ordre du jour pour la prochaine assemblée).

#### INTERPELLATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL.

30.—Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires par:

(a) M. l'échevin Tétreau "re" Parc Mont-Royal,

(b) M. l'échevin Gauvin "re" enlèvement des ordures ménagères,

(c) M. l'échevin Emard, "re" protection du quartier Emard contre l'incendie,

(d) M. l'échevin Larivière "re" dates des assemblées publiques de MM. les Commissaires,

(e) M. l'échevin Larivière "re" contrat pour la fourniture du granit et de la pierre de bordure.

Ces questions sont renvoyées au Bureau des Commissaires avec prière d'y répondre à la prochaine assemblée du Conseil.

#### AVIS DE MOTIONS.

31.—De M. l'échevin Turcot, à l'effet d'abroger certains règlements de la Ville Saint-Louis.

32.—De M. l'échevin Leclair, à l'effet d'abroger l'article 48 de la Charte de la Cité.

#### MOTIONS.

33.—Sur proposition de M. l'échevin BOYD, appuyée par M. l'échevin DANDURAND, il est

Résolu: Que Son Honneur le Maire soit prié de faire préparer et de faire convenablement enluminer une adresse de félicitations appropriées, qui sera présentée au nom de la Cité à Sa Majesté le Roi, à l'occasion du couronnement de Sa Majesté, et que le Bureau des Commissaires soit prié de pourvoir aux fonds nécessaires à cette fin.

34.—Sur proposition de M. l'échevin MORIN, appuyée par M. l'échevin DRUMMOND, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié d'adopter les mesures nécessaires pour que le prochain recensement décennal qui doit être fait au Canada rende pleine justice à la métropole du Canada.

#### ORDRE DU JOUR.

35.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à M. I. Altman d'installer une chaudière à vapeur.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté. (M. l'échevin Lamoureux dissident).

36.—Etant lu l'ordre du jour:

(1) Pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Ward, à l'effet d'annuler le vote "re" Patinoir Forum;

(2) Pour la 3ème lecture d'un règlement à l'effet de permettre aux enfants de se servir de patins à roulettes;

(3) Pour la 1ère, 2ème et 3ème lecture d'un règlement pour amender le règlement No 163 concernant les cochers de place;

27.—From Board of Commissioners, to incorporate the "Le Cercle Social Jeanne d'Arc."

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

28.—From Board of Commissioners, to allow the Tobin Mfg Co. to construct a temporary building.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MARCIL, it was

Resolved: That said report be referred back to the Board of Commissioners and that the attention of said Board be called to By-law No 417, entitled "By-law to amend By-law No. 63" entitled "Building by-laws" adopted by the Council of the town of Notre Dame de Grâce previous to the annexation of said municipality to the City of Montreal.

29.—From Special Committee "re" street names, asking Council for instructions.

(Consideration deferred, the same to constitute the 1st order of the day for the next meeting.)

#### QUESTIONS PUT BY MEMBERS.

30.—Certain questions were put to the Board of Commissioners by

(a) Ald. Tétreau "re" Mount Royal Park,

(b) Alderman Gauvin "re" removal of house offal,

(c) Ald. Emard "re" protection against fire in Emard Ward

(d) Ald. Larivière "re" dates of public meetings of Commissioners,

(e) Ald. Larivière "re" contract for granite and curbstone.

The same were referred to the Board of Commissioners, with a request that they send replies thereto for the next meeting of Council.

#### NOTICES OF MOTIONS.

31.—By Alderman Turcot to repeal certain by-laws of the Town of St. Louis;

32.—By Ald. Leclair to repeal Art. 48 of the City Charter.

#### MOTIONS.

33.—On motion of Ald. BOYD seconded by Ald. DANDURAND it was

Resolved: That His Worship the Mayor have prepared and suitably illuminated an appropriate address of congratulation to be presented, on behalf of the City, to His Majesty the King, on the occasion of His Majesty's coronation, and that the Board of Commissioners be requested to provide the necessary funds therefor.

34.—On motion of Ald. MORIN seconded by Ald. DRUMMOND it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to adopt the necessary measures in order that the next census of Canada may render full justice to the Metropolitan of Canada.

#### ORDER OF THE DAY.

35.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners to allow Mr. I. Altman to erect a steam boiler.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE seconded by Ald. O'CONNELL it was

Resolved: That said report be adopted. (Ald. Lamoureux dissenting).

36.—The order of the day being read.

(1) To consider a notice of motion by Ald. Ward to repeal vote "re" Forum Skating Rink;

(2)—For the 3rd reading of a by-law to allow children to use roller skates;

(3) For the 1st 2nd and 3rd reading of a by-law to amend By-law No. 163 "re" cabmen;

(4) Pour la 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour amender le règlement No 272 "re" Inspecteur de la Cité,

Il est

Ordonné: Que lesdits items soient biffés.

37.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Bastien, pour nommer une certaine délégation,

Sur proposition de M. l'échevin MAYRAND, appuyée par M. l'échevin L. A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ladite proposition soit renvoyée au Bureau des Commissaires pour examen et rapport.

38.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Tétreau "re" municipalisation du service des tramways.

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin TURCOT, propose:

Attendu que le contrat intervenu entre la Compagnie des chars urbains et la Cité de Montréal, le 1er août 1892 n'expirera que le 1er août 1922.

Qu'en vertu du contrat susdit la Cité aura le droit de s'approprier et conséquemment de municipaliser la voie ferrée de ladite Compagnie, ses immeubles et dépendances, le matériel et les voitures nécessaires à l'exploitation de ladite voie ferrée, en en payant la valeur fixée par des arbitres et 10 pour cent en sus de l'estimation voulue.

Que les avis requis par la loi devront être donnés, pour telle acquisition, à ladite Compagnie dans le cours de l'année 1921.

Que la Cité aurait ainsi tout le temps voulu pour faire un nouveau contrat de dix ans avec ladite Compagnie et pour donner en 1921 les susdits avis.

Que mise en pratique dans un grand nombre de villes importantes, tant en Europe qu'en Amérique, l'idée de municipalisation semble avoir abondamment apporté aux habitants de ces villes des profits, un bien-être et une facilité de communications dont nous voudrions jouir à Montréal.

Que l'idée de municipalisation est accueillie avec faveur par une classe nombreuse de notre ville et que sa réalisation mériterait d'être tentée.

Et il est

Résolu: Que le bureau des Commissaires soit prié de décider IMMEDIATEMENT, avant de continuer ses négociations avec la Compagnie des chars urbains, s'il ne serait pas plus avantageux pour la Cité de Montréal d'acquiescer et municipaliser ladite Compagnie des chars urbains, en 1922, et alors s'il ne vaudrait pas mieux ne pas contracter avec ladite Compagnie avant l'expiration de son contrat ou de ne contracter que pour dix ans, et que le Bureau des Commissaires soit prié de faire rapport au Conseil dans le plus court délai possible.

39.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin L. A. Lapointe, à l'effet de forcer ceux qui se proposent de bâtir de se faire donner le niveau de la rue,

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité soit prié de rédiger un règlement en conséquence, de le faire imprimer et de lui donner son rang sur l'ordre du jour.

40.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ème et 3ème lectures un règlement concernant la construction des édifices sur les rues Drummond et Prince-Arthur, ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'échevin BOYD, appuyée par M. l'échevin CARTER, il est

Résolu: Que la règle 79 soit suspendue et que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement en 2e et 3e lectures.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en 2ème lecture.

Et la section 1 et 2 étant lues, elles sont agréées.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois.

Sur proposition de M. l'échevin BOYD, appuyée par M. l'échevin CARTER, il est

Résolu: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Ledit règlement est alors lu pour la troisième fois, et il est agréé.

Sur proposition de M. l'échevin BOYD, appuyée par M. l'échevin CARTER, il est

(4) For the 1st 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 272 "re" City Surveyor;

The said items were

Ordered: To be struck.

37.—The order of the day being read to consider a notice of motion by alderman Bastien to appoint a certain delegation.

On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That said motion be referred to the Board of Commissioners for examination and report.

38.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Tétreau "re" municipalization of Street Railway.

Ald. TETREAU moved, seconded by Ald. TURCOT,

Whereas the contract entered into between the M. S. R. Co. and the City of Montreal on the 1st August 1892 will expire only on the 1st August 1922.

Whereas under the aforesaid contract, the City will have the right to expropriate and therefore to municipalize the railway of the Company its real estate and appurtenances, the plant and vehicles necessary for the operation of the said railway, on payment of the value thereof, as determined by arbitrators plus ten per cent thereon.

Whereas the notices required by the Law must be given for such acquisition, to the said Company during the year 1921.

Whereas the City will thus have all the time required to make a new ten year contract with the said Company and to give, in 1921, the aforesaid notices.

Whereas municipalization as established in several important cities of both Europe and America, seems to have had most beneficial results as regards the welfare of the inhabitants of such cities and the facilities of communication, and similar results could be obtained thereby in our City.

Whereas the idea of municipalization is viewed with favor by a large section of our community and an attempt should be made to realize the same, and it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to immediately consider, before resuming their negotiations with the M. S. Ry. Co., whether it would not be advantageous for the City of Montreal to acquire and municipalize the said M. S. Ry Co. in 1922 and whether it would not be better not to make any contract only for a period of ten years, and that the Board of Commissioners be also requested to report to Council within the shortest possible delay.

39.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. L. A. Lapointe, to compel prospective builders to obtain level of street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to draft a by-law accordingly, to have the same printed and to give the same its rank on the order of the day.

40.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate buildings on Drummond and Prince Arthur Streets.

Said by-law was accordingly read a 1st time.

On motion of Ald. BOYD, seconded by Ald. CARTER, it was

Resolved: That Rule 79 of the Rules of Council be suspended in order to allow the 2nd and 3rd reading of said by-law.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading, and

Section 1 and 2 being read, the same were agreed to.

Said by-law was then read a second time.

On motion of Ald. BOYD, seconded by Ald. CARTER, it was

Resolved: That said by-law be now read a 3rd time.

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald. BOYD, seconded by Ald. CARTER, it was

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au Greffier de la Cité pour qu'ils y apposent leurs signatures.

41.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2e et 3e lectures un règlement à l'effet de permettre à la "Montreal Stock Yards Co." d'établir une passerelle,

Ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'échevin O'CONNELL, appuyée par M. l'échevin L. A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que la Règle 79 des Règles du Conseil soit suspendue et que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement en deuxième et troisième lectures.

Le Conseil procède alors à l'étude dudit règlement en deuxième lecture, et

Les sections 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 étant lues, elles sont agréées.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois.

Sur proposition de M. l'échevin O'CONNELL, appuyée par M. l'échevin L. A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Ledit règlement est en conséquence lu pour la troisième fois, et il est agréé.

Sur proposition de M. l'échevin O'CONNELL, appuyée par M. l'échevin L. A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au Greffier de la Cité pour qu'ils y apposent leurs signatures.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin L. A. LAPOINTE, le Conseil s'ajourne.

L. O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

RENE BAUSET,  
Sous-Greffier de la Cité.

**CONSEIL MUNICIPAL**

ASSEMBLEE MENSUELLE DU LUNDI, 10 AVRIL 1911.

*Ordre du Jour.*

**RAPPORTS.**

1. SPECIALE re NOMS DES RUES. — Demandant des instructions au Conseil. (3 avril).

**MOTIONS.**

2. LECLAIRE.—Pour abroger l'article 48 de la Charte. (3 avril).
3. TURCOT.—Pour abroger certains règlements de la Ville Saint-Louis. (3 avril).

**REGLEMENTS.**

4. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'exproprier la Compagnie "Montreal Water & Power Co." (14 février.) (N. Lapointe.)
5. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement codifiant les règlements re taxes. (21 février.) (L. A. Lapointe.) (Imprimé).
6. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 49 et 362 re voûtes. (21 février.) (Robinson.) (Imprimé).
7. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 395, concernant la vente des journaux. (Tétreau.) (13 Juillet.)

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk for their signatures.

41.—The order of the day being read for the 1st, 2nd, and 3rd reading of a by-law to allow the Montreal Stock Yards Company to erect a bridge;

Said by-law was accordingly read a first time.

On motion of Ald. O'Connell, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That Rule 79 of the Rules of Council be suspended in order to allow the 2nd and 3rd reading of said by-law.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in 2nd reading, and

Section 1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7 being read, the same were agreed to.

Said by-law was then read a second time.

On motion of Ald. O'CONNELL, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald. O'CONNELL, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk for their signatures.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,  
Asst. City Clerk.

**CITY COUNCIL**

MONTHLY MEETING OF MONDAY, APRIL 10th, 1911.

*Order of the Day.*

**REPORTS**

1. SPECIAL re STREET NAMES.— Asking Council for instructions. (3rd April).

**MOTIONS.**

2. LECLAIRE.—To repeal Art. 48 of the Charter. (3rd April).
3. TURCOT.—To repeal certain by-laws of St. Louis. (3rd April).

**BY-LAWS**

4. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to expropriate the Montreal Water and Power Co. (14th February.) (N. Lapointe.)
5. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to codify by-laws re taxes. (21st February.) (L. A. Lapointe.) (Printed).
6. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos 49 and 362 re vaults. (21st February) (Robinson.) (Printed).
7. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 395 concerning sale of newspapers. (Tétreau.) (13th July.)

8. 1re, 2ème et 3me lecture d'un règlement régissant la construction des édifices sur certaines rues. (Leclaire) (20 octobre.)
9. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 313 re taxes. (2 septembre.) (Tétreau.)
10. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 352 concernant les égouts. (2 septembre.) (Tétreau.)
11. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 356 concernant les marchands d'effets d'occasion. (2 septembre.) (Tétreau.)
12. 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 296 concernant les marchés. (17 octobre). (Déguire). (Imprimé.)
13. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant la construction des édifices sur le Parc Valois. (28 octobre.) (Mayrand.)
14. 2ème et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 367 re taxe d'eau. (21 Nov.) (Leclaire.) (Imprimé.)
15. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 404 re taxes. (23 janvier.) (Lapointe, L. A.)
16. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 260 "re" édifices. (6 mars) (Clément.)
17. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement "re" enseignes électriques. (6 mars). (Dandurand.)
18. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 270 "re" excavations dans les rues. (20 mars). (Lapointe, L. A.)
19. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement "re" taxes. (20 mars). (L. A. Lapointe.)
20. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 239 "re" soupapes automatiques pour égouts. (20 mars). Lapointe, L. A.)
21. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 270 "re" plantation d'arbres. (20 mars). (Lapointe, L. A.)
22. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de forcer les propriétaires d'installer des robinets d'arrêt.) (20 mars). (Lapointe, L. A.)
23. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour forcer les constructeurs de bâtiments d'obtenir le niveau de la rue. (27 mars). (LAPOINTE, L. A.) (Imprimé.)

8. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate buildings on certain streets. (Leclaire) (20th October.)
9. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 313 re taxes. (2nd Sept.) (Tétreau.)
10. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 352 re sewers. (2 Sept.) (Tétreau.)
11. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 356 re second hand dealers. (2nd Sept.) (Tétreau.)
12. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 296 re markets. (17th Oct.) (Deguire). (Printed.)
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate buildings on Park Valois. (28th Oct.) (Mayrand.)
14. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 367 re water rate. (21st Nov.) (Leclaire). (printed.)
15. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend By-law No 404 re taxes. (23rd Jan.) (Lapointe, L. A.)
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260 "re" buildings. (6th March.) (Clément.)
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law "re" electric signs. (6th March). (Dandurand.)
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270 "re" excavations in streets. (20th March). (Lapointe, L. A.)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws "re" taxes. (20th March). (Lapointe, L. A.)
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 239 "re" automatic sewer valves. (20th March). (Lapointe, L. A.)
21. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270 "re" planting of trees. (20th March). (Lapointe, L. A.)
22. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to compel proprietors to install stop cocks. (20th March.) (Lapointe, L. A.)
23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to compel builders to obtain level of street. (27th March) (LAPOINTE, L. A.) (Printed.)





# EGOUTS

## DEPARTEMENT DES EGOUTS

Avis Public est par le présent donné que les rôles spéciaux pour la construction d'égouts sont terminés dans les rues ci-dessous mentionnées de la Cité de Montréal, savoir:

Cinquième avenue, de la rue Dandurand au chemin de la Petite Côte.

Rue St-Justin, de l'extrémité de l'égout actuel à la rue Ste Catherine.

Rues Casault, Cartier et Dorion, de la rue Sherbrooke à la rue Gauthier.

Sixième avenue, de la rue Verchère à la rue Masson.

L'Avenue Atwater, de la rue Centre à la rue St. Patrice, et sur la rue Centre de l'extrémité de l'égout actuel vers l'ouest jusqu'à la rue Atwater.

Rue St. Hubert, de la rue Bélanger, en allant vers la station 44, quartier St. Denis, égout auxiliaire, 4ième section.

Rue St-Hubert, de la station 7620, à l'église Catholique Romaine, via Villeray.

Et que lesdits rôles ont été déposés en son bureau, à l'Hôtel de Ville, où les intéressés peuvent les voir et les consulter jusqu'à mercredi, le 19 avri, 1911 à midi, et qu'il sera alors prescrit pour recevoir et examiner toutes plaintes relatives auxdits rôles avant que les comptes soient placés entre les mains du trésorier de la Ville pour perception suivant la loi.

STUART HOWARD,  
Surintendant des Egoûts.

Bureau des Egoûts de la Ville,

Hôtel de Ville,

Montréal, 5 Avril 1911.



# EGOUTS

## Département des Egoûts.

Avis Public est par les présentes donné que des égouts ont été construits dans les rues ou ruelles ci-dessous mentionnées, et les propriétaires imposés qui désirent faire réduire le taux de la contribution spéciale, pour la construction desdits égouts, à cause des égouts ou des drains existant antérieurement ou pour d'autre causes conformément au règlement No 298 concernant les égouts adopté le 23 février 1903, devront produire leurs réclamations par écrit entre les mains du soussigné, le ou avant le 20 avril 1911.

Rue Parthenais, de la rue Rachel, vers le Sud, jusqu'à l'ancienne limite de la Cité.

L'avenue Sherbrooke, de l'extrémité de l'égout actuel, jusqu'à 200 pieds au Nord de la rue Comte et longeant la Rue Comte jusqu'à la rue Dufferin.

Rue Gilford, de la rue Christophe Colomb, allant vers l'est à peu près 160 pieds.

Rue Elm, de l'extrémité de l'égout actuel, jusqu'à la propriété de l'abattoir de l'est.

Rue Boyer, du bout de l'égout actuel à une distance de 2,250 pieds vers le Nord.

Rue University, du bout de l'égout actuel à la rue Milton allant vers le Nord à une distance de 240 pieds.

STUART HOWARD,  
Surintendant des Egoûts.

Dépt. des Egoûts

Hôtel-de-Ville,

Montréal, 5 avril 1911.



# SEWERS

## SEWERS DEPARTMENT

Public Notice is hereby given that the undersigned City Surveyor has completed the Special Assessment Rolls for Sewers constructed in the undermentioned streets in the City of Montreal, viz:

Fifth Avenue, from Dandurand street, to Petite Côte Road.

St-Justin street, from end of existing sewer, to St. Catherine street.

Casault, Cartier and Dorion streets, from Gauthier to Sherbrooke streets.

Sixth avenue, from Verchères to Masson streets.

Atwater avenue, from Centre to St. Patrick streets, and along Centre from end of existing sewer Westwards, to atwater avenue.

St. Hubert street, from Bélanger street, to about station 44 St. Denis Ward, relieving sewer, 4th section.

St. Hubert street, from station 7620, to the Roman Catholic church, via Villeray, St. Denis ward, relieving sewer.

And that they have been deposited in his office, in the City Hall where they may be seen and examined by all parties interested until Wednesday, April 19th, 1911, at noon., that he will then and there hear and examine all complaints in relation to such special rolls of assessment before the amounts are delivered to the City Treasurer, in accordance with the law.

STUART HOWARD,  
Superintendent of Sewers.

City Sewerage Office,

City Hall,

Montreal, April 5th, 1911.



# SEWERS

## Sewer Department.

Public Notice is hereby given that sewers have been constructed in the undermentioned streets and lanes, and proprietors assessed, who desire to have the sepcial assessment rate for the construction of said sewers reduced on account of previous existing sewers or drains, or other causes in accordance with by-law No 298, concerning sewers, passed on the 23rd February 1903 must make their claim in writing to the undersigned on or before the 20th April 1911.

Parthenais street from Rachel St., Southwards, to the Old City limits.

Sherbrooke Avenue, from the end of existing sewer, to a point 200 feet North of Comte street, and along Comte street, as far as Dufferin.

Gilford street, from Christophe Colomb to a point about 160 feet East.

Elms street, from the end of existing sewer, to the East end Abattoir property.

Boyer street, from the end of existing sewer, to a distance of 2,250 feet Northwards.

University street, between Milton and a distance of 240 feet North.

STUART HOWARD,  
Superintendent of Sewers.

City Sewearage Dept.

City Hall,

Montreal, April 5th 1911.



## AVIS PUBLIC

Règlements Nos 430 et 431.

Avis Public est par les présentes donné que le Conseil de la Cité de Montréal, en vertu des pouvoirs que lui confère la charte de ladite Cité, a adopté un règlement intitulé "Règlement No. 430 prohibant la construction de certains bâtiments sur la rue Prince Arthur, à partir de l'avenue du Parc jusqu'à la rue Université, et sur la rue Drummond, à partir de la rue Ste-Catherine jusqu'à l'avenue des Pins", et aussi un règlement intitulé "Règlement No 431 à l'effet d'autoriser la compagnie dite Montreal Stock Yards Company à établir une passerelle au-dessus de la rue St-Etienne".

L. O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier,  
Hôtel-de-Ville,  
Montréal, 5 avril 1911.



## PUBLIC NOTICE

By-Laws Nos. 430 and 431.

Public notice is hereby given that the Council of the City of Montreal, in virtue of the powers conferred upon it by the Charter of the said City, has adopted a by-law known as "By-law No. 430 to prohibit the erection of certain buildings on Prince Arthur St. from Park Ave to University St., and on Drummond St., from St. Catherine St. to Pine Ave", and also a by-law known as "By-law No 43 to authorize the Montreal Stock Yards Co. to erect a bridge over St. Etienne St."

L. O. DAVID,  
City Clerk.

City Clerk's Office,  
City Hall,  
Montreal, 5th April 1911.



## PROCLAMATION.

Quartier LaFontaine

Avis Public est par les présentes donné qu'après la clôture de l'élection pour la charge d'échevin, quartier LaFontaine, qui a eu lieu mardi, le 28 mars 1911, et après l'examen et l'addition finale des suffrages d'après les relevés fournis par les différents osus-officiers-rapporteurs, et après l'expiration du délai fixé par la loi pour un décompte devant un juge, j'ai constaté que M. Louis Arsène Lavallée, Avocat, C. R., 176 Parc LaFontaine, a obtenu la majorité des suffrages donnés.

Je déclare en conséquence ledit Louis Arsène Lavallée, dûment élu pour ladite charge d'échevin, quartier LaFontaine.

L. O. DAVID,  
Officier-Rapporteur.

Hôtel de Ville,  
Montréal, 5 avril 1911.



## PROCLAMATION.

LaFontaine Ward

Public Notice is hereby given that, after the close of the election for the office of Alderman, LaFontaine Ward, held on Tuesday, the 28th March, 1911, and after the examination and final addition of the votes cast, according to the statements furnished by the different deputy returning officers, and after the expiration of the delay fixed by law for a recount before a judge, I ascertained that Mr. Louis Arsène Lavallée, Barrister, King's Counsel, No 176 LaFontaine Park, had received the majority of the votes cast.

Therefore, declare the said Louis Arsène Lavallée duly elected for the said office of Alderman, LaFontaine Ward.

L. O. DAVID,  
Returning Officer.

City Hall,  
Montreal, April, 5th, 1911.



## AVIS

OBLIGATIONS DU FONDS CONSOLIDE  
DE LA CITE DE MONTREAL.

Le dividende semi-annuel sur ces obligations sera payé le 1er mai.

Les livres de transfert seront fermés du 15 au 30 avril.

W. ROBB,  
Trésorier de la Cité.

Hôtel-de-Ville,  
Montréal, 7 avril, 1911.



## NOTICE

CITY OF MONTREAL  
CONSOLIDATE FUND.

The Semi-Annual Dividend on this Stock will be paid on the 1st of May.

Transfer books will be closed from the 15th to the 30th April.

W. ROBB,  
City Treasurer.

City Hall,  
Montreal, April 7th, 1911.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— Descript.	Prix Price.
Papineau...	81164	20 mars 1911	18 mars 1911	C Messier	J P Lacroix	1225-144, etc.	10374	Sherbrooke	L	\$ 5500
St Marie...	81165	do	17 do	M Pomminville et al.	Dame J A Pomminville		7875	do	B	Consid.
Papineau...	81166	do	16 do	M Langlois	R Brunet	P 847	3926	De Montigny	B	\$ 1500
St Jacques...	81170	do	18 do	W D Riopel	D Lalonde	P N O 258	2044	St Timothée	B	4750
St Laurent...	81171	do	9 do	Southam Ltd.	The Gillette Safety Razor	521	11362	St Alexandre	B	36586
St Marie...	81173	do	17 do	E D Berthelot	Dame E Choquette	1495-20	3360	Parthenais	B	10000
LaFontaine...	81177	do	17 fév. "	J B Pelletier	T Carrière	12-3-288	2040	Roy	B	6000
do	81178	do	17 mars "	J O Lamarche	E Rochon	1207-167	2256	St André	B	4500
do	81179	do	17 do	E Rochon	Dame J McCaugham	do	do	do	B	5500
Papineau...	81182	do	17 do	A Bourassa	L Z Renaud	504-12	4620	Couture	B	6000
St Laurent...	81184	do	5 août	F G Lyman	J G Lyman	P 67	3293	Avenue du Parc	B	2000
St Jacques...	81185	do	17 do	J W Harris	H Lafleur	519 & 520	do	St Hubert	B	21500
St Laurent...	81186	do	17 mars 1911	Yip Yun Shem	Lee Ting et al	Droits dans 641	2032	42 et 42a	B	5150
do	81189	do	7 do	Dame P Patenaude	E Rodier	P 393	2366	41 et 43 St Benoit	B	1805
do	81190	do	7 do	E Rodier	P Patenaude	do	do	do	B	2000
St Marie...	81192	do	21 do	Dame J C Robert	M Ouellette	1495-38	1562	272 à 276 Parthenais	B	2600
St Louis...	81193	do	17 do	Association de L'arsenal du 65e	His Majesty George the Fifth	902-135-4, etc.	18164	Avenue des Pins	B	124599 25
do	81194	do	6 oct.	M Lasker et al.	Dame L I Grossman	902-82-1, etc.	1674	64 à 68 Drolet	B	7500
do	81206	do	2 mars 1911	Dame W Simon et al.	L Bailen	391	4105	117 à 119 Sanguinet	B	10400
Papineau...	81208	do	20 do	Dame T Lamb	J B Gadbois	9	3707	Panet	B	3500
do	81210	do	21 do	Montreal Loan & Mortgage Co.	J A E Gauvin	P 1223-10	1344	408 et 410 DeLorimier	B	3000
Duvernay et LaFontaine	81212	do	4 do	T Bastien	L Gravel	P 12-4 & 3, 1203-257b & c	1816	418 et 420 Duluth	B	3500
LaFontaine...	81215	do	22 do	Dame B Gross	J A Besner	1200-36-a, 1200-37-a-1, 1200-37-b-1	3309	1 à 11 Ernest	B	16750
St Laurent...	81221	do	17 do	Major Manufacturing Co., Ltd.	M A Vineberg	523 & 524	15060	245 à 271 Lagauchetière	B	47870
Papineau...	81223	do	16 do	R Valiquette	J Longpré	1225-7	1840	188 à 192 Gauthier	B	5000
St Marie...	81224	do	16 do	Dame P L W Dupré	A Charron	1358-156-1, 1358-157-1	1050	1331 Amity	B	4500
St Jacques...	81225	do	18 do	P S A Dubord	E Archambault	55	2762	699 à 705 Notre Dame E	B	16000
Papineau...	81226	do	22 do	H T Lapointe	G Gagnon	363	5050	167 à 173 Plessis, 222 DeSalaberry	B	17000
St Marie...	81228	do	18 do	L P Tougas	S Lidsky et al	1292-40, 1296-3	3087	669 et 671 Chaussée	B	3093 08
St Laurent...	81230	do	4 do	J E Faribault	C T W Etches	48-40	2600	130 à 132a Ave du Parc	B	12000

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST.

St Joseph...	150316	27 mars 1911	20 mars 1911	Succ. A Dépatie	A Brien	544	704	36 et 38 Rolland	B	\$ 4050
St George...	150317	do	27 do	H B Ames	B D Adelman	P 1105	8347	21 à 47 Ste Monique	B	28500
St Joseph...	150324	do	22 do	A Brosseau et al.	J Brosseau	Droits dans 45,				
St Cunedgondo...	"	do	22 do	do	do	432	2730	St Jacques	B	4500
St George...	150328	do	27 do	F Ship	F B Locker	1104-a	2814	143 et 143a Mansfield	B	18000
do	150335	do	28 do	A I Burns	M L Ship	P 1120	2400	155 Metcalfe	B	6000
St André...	150337	do	23 do	Dame M Bernard	Collège Ste Marie	1611-a-17-3, 1641-a-18-1, 1611-a-18-2		965 et 967 Dorchester	B	
Laurier...	"	do	23 do	do	do	P 11-140 & P 141	26724	1877 à 1881 St Urbain	B	
St Denis...	"	do	23 do	do	do	328-213 à 219		Christophe Colomb	L	13900
St Joseph...	150343	do	25 fév. "	Cité de Montréal	M Hirsch et al.	Non cadastré	200	St Jacques	L	600 30
St André...	150347	do	15 mars "	A Gauthier	M C Fairbanks et al.	1654-72-13	4600	St Marc	L	1
do	150351	1 avril "	28 do	F Gilman	E W Gilman	P 1628-F, P 1627	1951	923 Tupper	B	\$1000
St George...	150352	do	31 do	Ames Holden, Ltd	Ames Holden McCready, Ltd.	1004-1 à 19	31669	201 Inspector	B	1
do	150358	do	25 do	Dame J B Wood	W L Price	1822-f6	164	Lorne Avenue	B	\$5500
do	150360	do	25 fév. "	E B Greenshields	C G Drinkwater	P 1795	210	Peel	L	1
St Joseph...	150361	do	9 mars "	J McShane	Standard Life Assurance Co.	Droits dans P 870, 862 & 863		David	L	\$1





